

Prix de thèse sur la ville

Session 2015

PUCA

(Plan Urbanisme Construction Architecture)

APERAU

(Association pour la promotion de l'enseignement et de la recherche
en Aménagement et Urbanisme)

Martine DROZDZ

Docteure en Géographie et Urbanisme de l'Université de Lyon

Résumé du travail doctoral

**Regeneration b(d)oom. Territoires et politique de la
régénération urbaine par projet à Londres**

Thèse soutenue publiquement le 6 novembre 2014

Mots clés: aménagement et urbanisme, collectivités locales, conflits d'aménagement, démocratie locale, démocratie métropolitaine, géographie politique, géographie sociale, globalisation, gouvernance, grands projets urbains, Londres, participation, services urbains, régénération urbaine, Royaume-Uni.

Sommaire

1. Problématique.....	3
1.1 Qu'est devenue l' <i>inner city</i> londonienne ?	3
1.2 Produire la ville de la Troisième voie au-delà de la ville "néo-libérale"	5
1.3 Les vertus du dissensus. Quelle(s) place(s) pour l'expression des conflits dans l'exercice de la démocratie métropolitaine ?	6
2. Méthode et résultats	7
2.1 1981-2011. Quarante ans de recensements socio-démographiques.....	7
Une méthode d'analyse multi-variée pour saisir les trajectoires des quartiers péricentraux londoniens	7
L' <i>inner city</i> londonienne : un espace soupape dans la globalisation de la capitale britannique	8
2.2 Au plus près de l'action publique.....	11
La fabrique de la régénération.....	11
L'aménageur entre franc-tireur de la promotion immobilière et figure civique dans la cité marchande	11
L'évaluation de la politique des zones d'opportunité	12
2.3 Une cartographie des controverses autour des grands projets urbains	15

1. Problématique

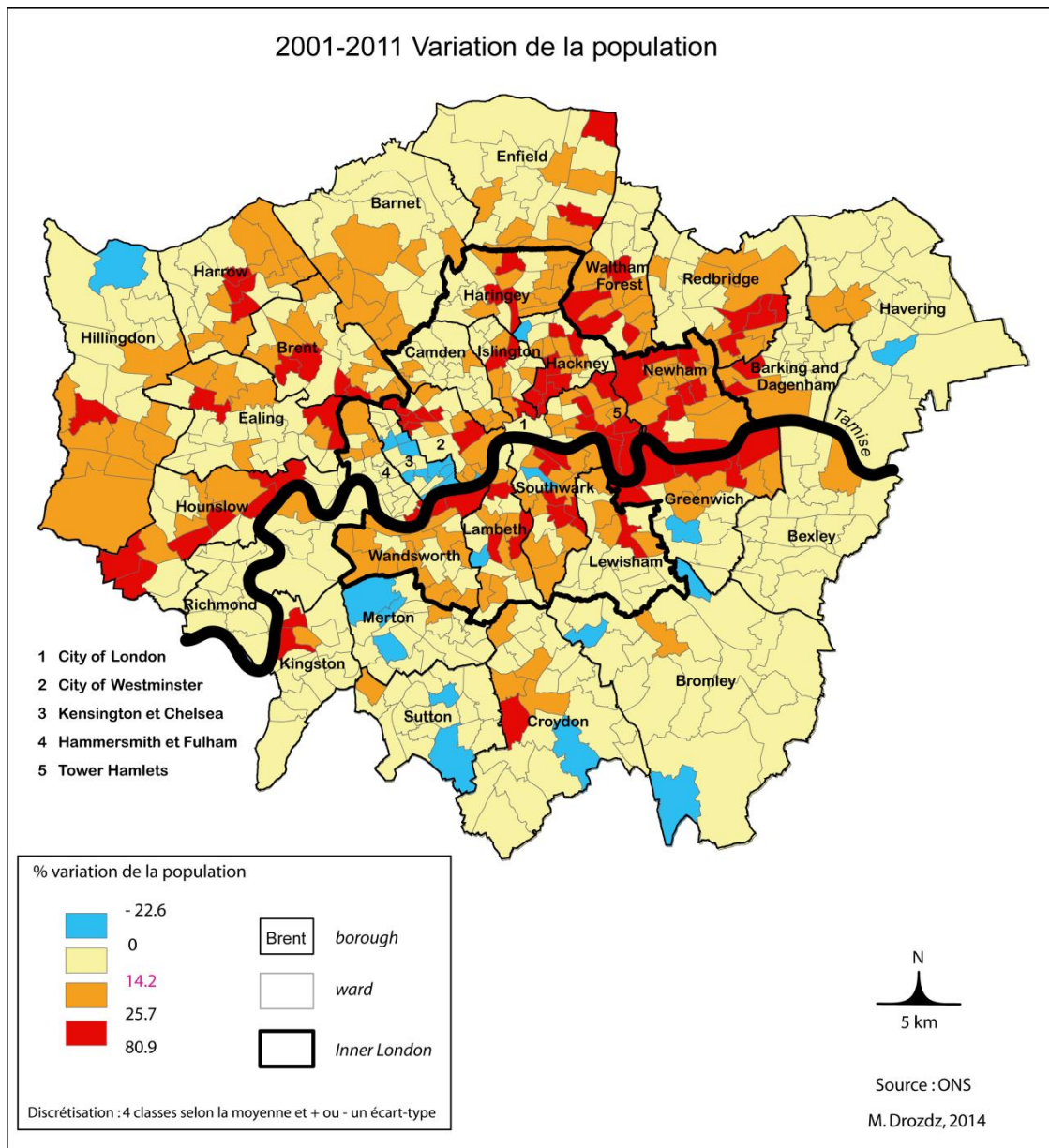
1.1 Qu'est devenue l'*inner city* londonienne ?

Ce travail doctoral s'est intéressé aux évolutions sociales, géographiques et politiques d'une grande métropole mondiale, Londres, saisies à travers les mutations de ses quartiers péri-centraux, désignés depuis la fin du 19^e siècle comme l'*inner city*. Bordant le centre politique de Westminster et le quartier d'affaires de la City, c'est un espace de faubourg industriel qui s'est urbanisé dès l'époque moderne pour se développer au moment de la révolution industrielle. Le terme fait autant référence à une position géographique qu'à une situation socio-économique (Campkin, 2013). D'une part, ces quartiers s'opposent aux banlieues résidentielles éloignées des centres-villes, où s'incarne l'utopie périurbaine des *garden cities* (Alexander, 2009). D'autre part, ils connaissent un déclin démographique pendant toute la première moitié du 20^e siècle et une crise économique à partir des années 1960. Entre 1931 et 1991, la population de la première couronne de Londres passe ainsi de 3,9 millions d'habitants à 1,6 millions et perd 320 000 emplois en 1981 et 1991.

Les années 2000 amorcent un changement radical de la zone péri-centrale londonienne, nourri par les évolutions socio-démographiques et un imaginaire politique qui s'approprie le concept de ville globale. La croissance démographique de la première couronne s'accompagne du développement de nouveaux clusters productifs autour des quartiers d'affaires de la City et de Canary Wharf - le quartier de tours de bureaux qui se dressent au milieu du paysage post-industriel de l'ancien port de Londres. Ces évolutions s'opposent à l'hypothèse de S. Sassen dans son ouvrage *The Global City* (1991) selon laquelle la structure salariale se serait rétrécie et la ville aurait perdu ses classes moyennes sur fond de croissance de la polarisation socio-spatiale. Plusieurs auteurs ont contesté ce modèle dans le cas de Londres, montrant au contraire l'émergence de nouvelles stratifications et une complexification de la mosaïque socio-spatiale de la capitale (Hamnett, 1995).

Dans la continuité de ce débat, ma thèse explore la trajectoire de cet espace singulier dans les dynamiques londoniennes du 21^e siècle. Avec T. Butler et G. Robson (2003), j'ai posé l'hypothèse que c'est aussi dans les quartiers d'*inner city*, ceux qui

jouxtent le cœur de la capitale britannique, que se négocient les conséquences de la globalisation dans la ville. Pour rendre compte de ses conséquences sur les territoires, il m'a semblé nécessaire de ne pas me limiter à l'étude de ses parangons (les quartiers d'affaires, les centralités multiculturelles) et d'étendre l'analyse au rôle des quartiers qui se situent en marge du processus. J'ai postulé que c'est dans ces quartiers que se joue désormais la reproduction des classes moyennes et supérieures des grandes villes mondiales. Se voyant exclues de l'offre résidentielle des beaux quartiers historiques par l'internationalisation et la financiarisation des marchés immobiliers, elles finissent par investir les espaces de faubourg post-industriels.



1.2 Produire la ville de la Troisième voie au-delà de la ville "néo-libérale"

Le deuxième chantier de ce travail doctoral a pris pour objet les politiques publiques et leur rôle dans les évolutions contemporaines des quartiers d'*inner city*, pour étudier en particulier les modes de gouvernance et les systèmes d'acteurs qui interviennent dans la (re)production de la ville. Comment la puissance publique accompagne-t-elle les évolutions sociales et économiques des quartiers péri-centraux ? Entre consentement et résistance, quelle est la marge de manœuvre des pouvoirs locaux et métropolitains pour se départir de stratégies de développement "néo-libérales", c'est-à-dire compétitives, entrepreneuriales et qui ont tendance à mettre de côté la question des inégalités socio-spatiales ?

Les expérimentations urbaines des années 1980, en particulier la création de zones franches et de territoires dérogatoires, des espaces d'exception où les règles d'urbanisme sont revues à la baisse, illustrent les cas les plus emblématiques des politiques dites "néo-libérales" (Deakin et Edwards, 1993 ; Imrie et Thomas, 1999; Peck et Tickell, 2002). Ces initiatives, menées à Londres dans les anciens quartiers portuaires, incarnent une façon de faire la ville contemporaine qui s'appuie sur des stratégies de valorisation de la rente foncière. La requalification des quartiers post-industriels en déclin est menée par des partenariats entre la puissance publique et le secteur privé, notamment les acteurs de la promotion immobilière. Ils orientent les stratégies de développement local en direction des marchés de haut voire de très haut standing, répondant ainsi à une demande internationale croissante pour ce type de produit immobilier.

Les années 2000 sont marquées par une remise en cause de cette façon de faire. La (re)création d'un gouvernement métropolitain, le Grand Londres (GLA) s'est en effet accompagnée de l'arrivée au pouvoir d'un maire historiquement marqué à gauche, Ken Livingstone. Entre 2000 et 2008 il a proposé une troisième voie de la régénération à Londres. À l'instar de la Troisième voie politique des néo-travailleurs au pouvoir au niveau national entre 1997 et 2010, le pouvoir métropolitain a cherché à se départir à la fois d'une planification stricte de l'usage des sols et d'un laisser-faire sans contrepartie pour la puissance publique (Allmendinger, 2011)

Mon travail s'est par conséquent intéressé aux logiques spatiales et scalaires de cette redéfinition des termes du contrat urbain néo-libéral qui avait prévalu dans les décennies 1980 et 1990 et à ses reconfigurations récentes, après le retour au pouvoir des conservateurs en 2008 (au niveau métropolitain) et 2010 (au niveau national). Il s'agissait de montrer que ces évolutions politiques ont un impact sur les spatialités mêmes de la

régénération de l'*inner city*, sur la façon dont cette politique se territorialise. J'ai postulé qu'il était possible d'étudier ces évolutions en donnant à voir les territoires moteurs de l'accumulation contemporaine et la construction de territoires de redistribution, espaces qui bénéficient du déversement d'une partie des plus-values réalisées dans les territoires prioritaires de la régénération.

1.3 Les vertus du dissensus. Quelle(s) place(s) pour l'expression des conflits dans l'exercice de la démocratie métropolitaine ?

Face à l'accroissement des disparités sociales et de la fragmentation spatiale produite par une régénération qui s'appuie principalement sur une logique de projet (Pinson, 2009), j'ai exploré dans un dernier temps la réaction des pouvoirs locaux et de la société civile.

Si les travaux qui dénoncent les effets pervers des politiques de régénération sont nombreux, les mobilisations collectives et les mouvements associatifs qui s'emparent de la question demeuraient mal connus. À quelles échelles est-il possible de faire entendre sa voix et son droit lorsque les projets de régénération menacent la reproduction des ménages qui vivent dans les espaces prioritaires de la régénération ? Comment réagir aux évolutions politiques métropolitaines qui ont entraîné une redéfinition à la baisse des objectifs sociaux de la régénération au profit d'une stratégie du "tout croissance" ? Jusqu'à quel point la logique spatiale de la régénération, par projet, condamne-t-elle les mouvements sociaux urbains à des revendications qui ne peuvent pas monter en généralité parce qu'elles prennent pour objet des projets singuliers ?

Le but de ce chantier était donc double : en premier lieu il s'agissait de dresser un état des lieux des mobilisations prenant pour objet la régénération, à un moment où des associations parvenaient à se fédérer au niveau national (Commission parlementaire sur la régénération urbaine, 2012) et au niveau métropolitain (London Plan Examination in Public, 2010, 2011, GLA Regeneration Debate, 2013) pour essayer d'influencer la définition et les objectifs de la régénération urbaine.

D'un autre côté, l'horizon était de parvenir à s'appuyer sur ces éléments empiriques pour poursuivre la réflexion entamée par la sociologie de l'action collective sur la dimension spatiale des mouvements sociaux (Ripoll, 2008). J'ai posé l'hypothèse que les spatialités même des objets contestés peuvent avoir une incidence sur l'intensité des

mobilisations et leurs répertoires d'actions, c'est-à-dire les stratégies que les groupes contestataires mettent en place pour faire entendre leurs revendications.

2. Méthode et résultats

Pour mener à bien ces trois chantiers de recherche sur les évolutions contemporaines de la capitale britannique saisies par celles des marges péri-centrales, j'ai mis en place une méthodologie documentaire qui s'est appuyée sur l'exploration de corpus de différentes natures : un modèle statistique, des corpus juridiques et réglementaires, des entretiens avec les acteurs associatifs, les professionnels de la régénération et les pouvoirs publics, des visites de site, le suivi de trois concertations publiques, à l'échelle métropolitaine et au niveau local, et un corpus médiatique. Tous ces corpus ont donné lieu à des représentations cartographiques permettant de saisir les spatialités des évolutions sociales, des mobilisations collectives et la territorialisation des politiques publiques.

2.1 1981-2011. Quarante ans de recensements socio-démographiques

Une méthode d'analyse multi-variée pour saisir les trajectoires des quartiers péricentraux londoniens

Le premier corpus est constitué des bases de données socio-démographiques publiées par l'équivalent britannique de l'INSEE, l'Office for National Statistics. Mon ancrage universitaire à la London School of Economics m'a permis d'avoir un accès privilégié aux pré-publications des résultats du recensement de 2011, que j'ai pu comparer aux données de 1981, 1991 et 2001. J'ai opté pour une méthode diachronique dans l'étude de ces données, choix qui a nécessité d'harmoniser les chiffres d'un recensement à l'autre pour les rendre géographiquement comparables. En effet, pour des raisons d'optimisation statistiques, les limites spatiales des unités du recensement au niveau infra-municipal (l'équivalent français des IRIS), évoluent entre chaque période inter-censitaire. Cette difficulté explique le faible nombre de travaux qui proposent un suivi des évolutions socio-démographiques de la capitale à cette échelle.

J'ai ensuite mis en place une méthode d'analyse statistique multi-variée pour caractériser la trajectoire des différents quartiers de l'*inner city* et leur évolution entre 1981 et 2011, entre eux, et avec le reste de la métropole londonienne (632 unités statistiques). Le choix des variables du modèle a permis de généraliser les conclusions qui avaient été formulées dans des monographies et de mesurer l'extension spatiale des évolutions constatées dans différentes études cas: la diminution de l'État-providence via celle du stock de logements sociaux, le maintien d'une fonction de transit et de porte d'entrée dans la ville pour les primo-arrivants, l'augmentation de la part des classes moyennes et supérieures.

L'*inner city* londonienne : un espace soupape dans la globalisation de la capitale britannique

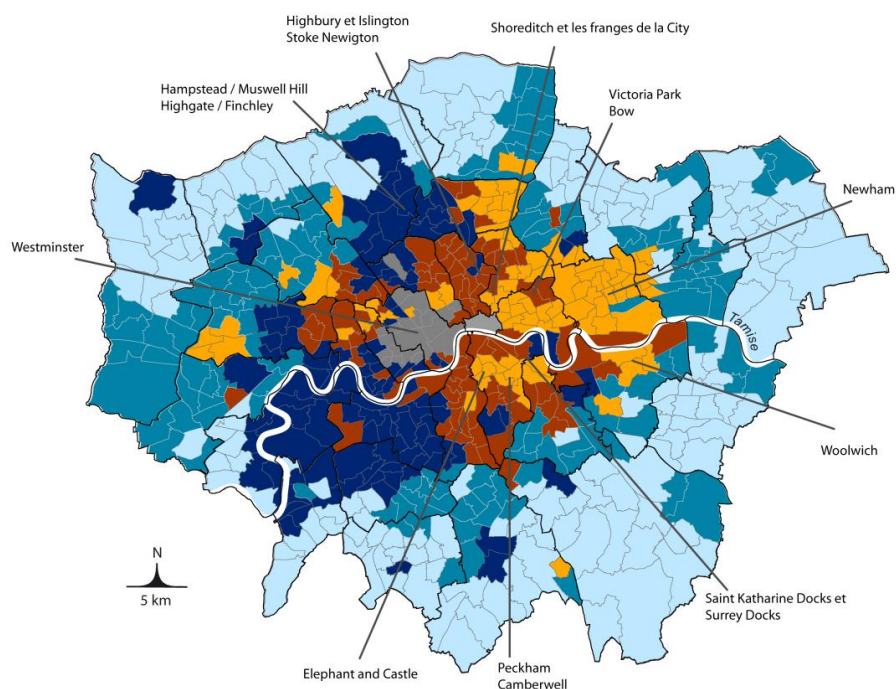
Entre 1981 et 2011, les anciens quartiers d'*inner city* suivent une triple trajectoire socio-démographique.

Les anciennes centralités des pionniers gentrificateurs des années 1980 (Islington, Hackney, Camden) se consolident en nouveaux quartiers aisés, dans lesquels s'installent les accédants qui ne peuvent plus prétendre aux marchés résidentiels de l'ouest devenus inabordables sous l'effet de leur intégration aux marchés immobiliers internationaux.

Dans ces quartiers, il subsiste néanmoins une proportion importante de marginalité avancée, qui se maintient tout au long de la période. Elle est confinée dans des quartiers « résiduels » de l'État-providence où seuls les ménages les plus défavorisés ont encore accès au logement social.

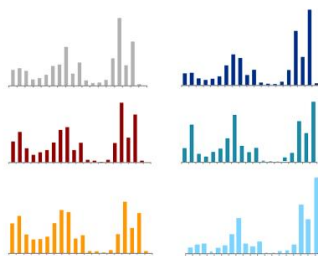
Les quartiers situés plus à l'est, colonisés plus tardivement et moins intensément par les classes moyennes et les professions intermédiaires, connaissent une croissance et une attractivité faible jusqu'à la fin des années 1990 avant de connaître un boom démographique dans les années 2000. Ils constituent les embryons de la « nouvelle *inner city* ». Le marché locatif croît, la population s'internationalise autour de l'émergence de nouvelles centralités transnationales (Tottenham, Leytonstone, Stratford, Ilford, Peckham, Camberwell) qui donnent naissance à des quartiers "hyper-divers" (Vertovec, 2007 ; Hall, 2013)

Les quartiers londoniens en 2001

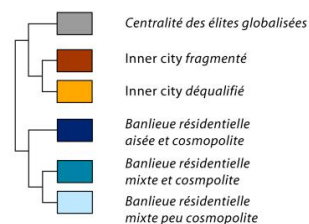


Dynamique démographique	% croissance intercensitaire
L'archipel du welfare	% ménages locataires du parc public % ménages locataires du parc social privé (housing association) % ménages en situation de mal-logement (overcrowding) % population active 16-64 ans au chômage % population 16-64 ans masculine "inapte" % autre situation d'"inactivité" de la population féminine 16-64 ans % actifs ouvriers ou emplois peu qualifiés
L'espace du transit	% population née hors Royaume-Uni % étudiants dans la population > 16 ans % personnes qui ont changé de borough de résidence % migrants internationaux % résidences secondaires % logements vacants abandonnés % ménages locataires du parc privé % ménages en colocation
L'avancée des classes moyennes et supérieures	% actifs cadres % actifs professions intermédiaires % ménages propriétaires % logements en accession à la propriété (shared ownership)

Profil des classes



Type de quartier

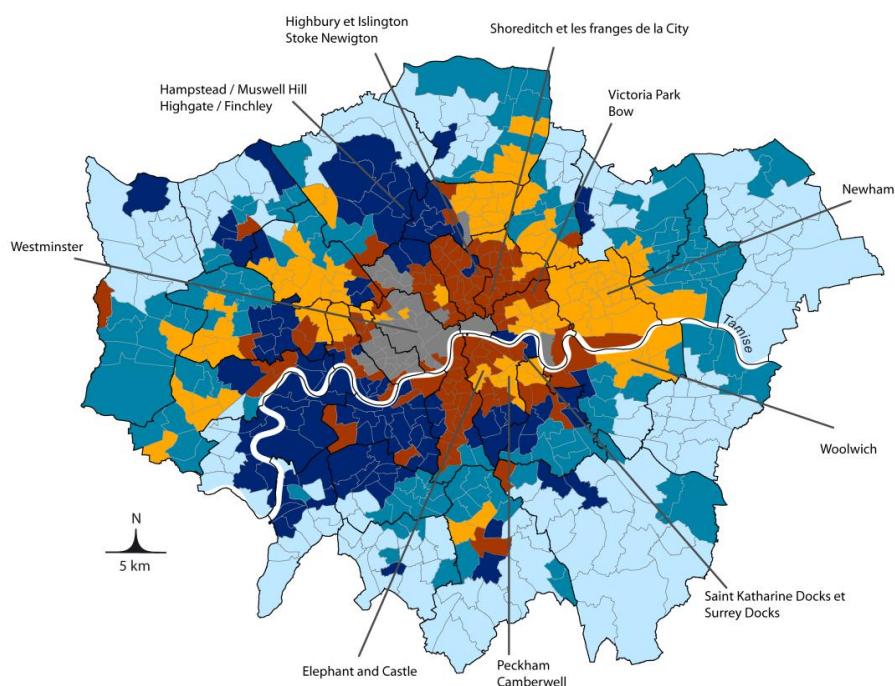


Résultats d'une CAH menée sur les wards londoniens décrits par 20 variables sociodémographiques
(critère d'agrégation de la distance moyenne)

Source : GLA, ONS

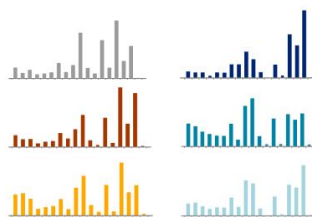
Réalisation: M. Drozdz (2014)

Les quartiers londoniens en 2011

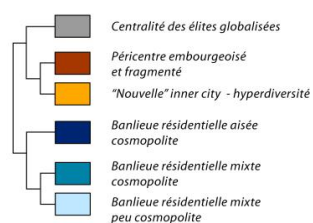


Dynamique démographique	% croissance intercommunale
L'archipel du welfare	% ménages locataires du parc public
	% ménages locataires du parc social privé (housing association)
	% ménages en situation de mal-logement (overcrowding)
	% population active 16-64 ans au chômage
	% population 16-64 ans masculine "inapte"
L'espace du transit	% autre situation d'"inactivité" de la population féminine 16-64 ans
	% actifs ouvriers ou emplois peu qualifiés
	% population née hors Royaume-Uni
	% étudiants dans la population > 16 ans
	% personnes qui ont changé de borough de résidence
L'avancée des classes moyennes et supérieures	% logements vacants
	% ménages locataires du parc privé
	% ménages en colocation
	% actifs cadres
	% actifs professions intermédiaires
	% ménages propriétaires
	% logements en accession à la propriété (shared ownership)

Profil des classes



Type de quartier



Résultats d'une CAH menée sur les wards londoniens décrits par 18 variables sociodémographiques
(critère d'agrégation de la distance moyenne)

Source : GLA, ONS

Réalisation: M. Drozd (2014)

2.2 Au plus près de l'action publique

La fabrique de la régénération

Sur fond de désindustrialisation, de crise sociale et de déclin démographique, quels rôles ont joué les politiques publiques urbaines dans la "renaissance" de l'*inner city*, sa ré-urbanisation et les processus de fragmentation sociale qui s'accroissent depuis la décennie 1980 ?

Les politiques de régénération urbaine, qui combinent des actions de développement social, de rénovation urbaine et de revitalisation économique ont soit accompagné voire encouragé les mouvements de fond qui restructurent les quartiers d'*inner city*, soit au contraire tenté de les freiner.

Pour reconstituer les détours et les reconfigurations politiques et territoriales de l'action publique urbaine depuis 1977, date de la mise en place de la première Loi pour le développement de l'*inner city*, j'ai rassemblé et étudié les archives d'une dizaine de projets de régénération urbaine qui se sont déroulés entre 1979 et 2011. En travaillant également sur les archives privées des professionnels de la régénération en charge de ces projets et en menant une campagne d'entretiens auprès de ces acteurs, j'ai pu reconstituer les logiques spatiales de leur intervention sur la fabrique urbaine des quartiers péri-centraux.

J'ai ainsi montré que la territorialisation de la régénération urbaine suit une logique de projet tout au long de la période, de 1979 à 2014. Cette spatialité "au coup par coup" accompagne un double mouvement : d'une part, la dilution des objectifs sociaux de la régénération; d'autre part, une sollicitation accrue des acteurs de la promotion immobilière pour participer aux projets de régénération.

L'aménageur entre franc-tireur de la promotion immobilière et figure civique dans la cité marchande

L'identité professionnelle des agents administratifs en charge de la régénération urbaine se trouve altérée par ce double mouvement. Ils optent pour une rationalité inspirée des professions de l'immobilier, fondée sur l'identification d'opportunités foncières qui peuvent faire l'objet d'une valorisation immobilière. Ils se considèrent comme des gestionnaires d'actifs "en devenir", des espaces urbains à fort potentiel et forte contrainte. Le rôle de l'action publique est alors de permettre de lever certaines des

contraintes à l'investissement, en particulier la pollution des sols et la fragmentation foncière.

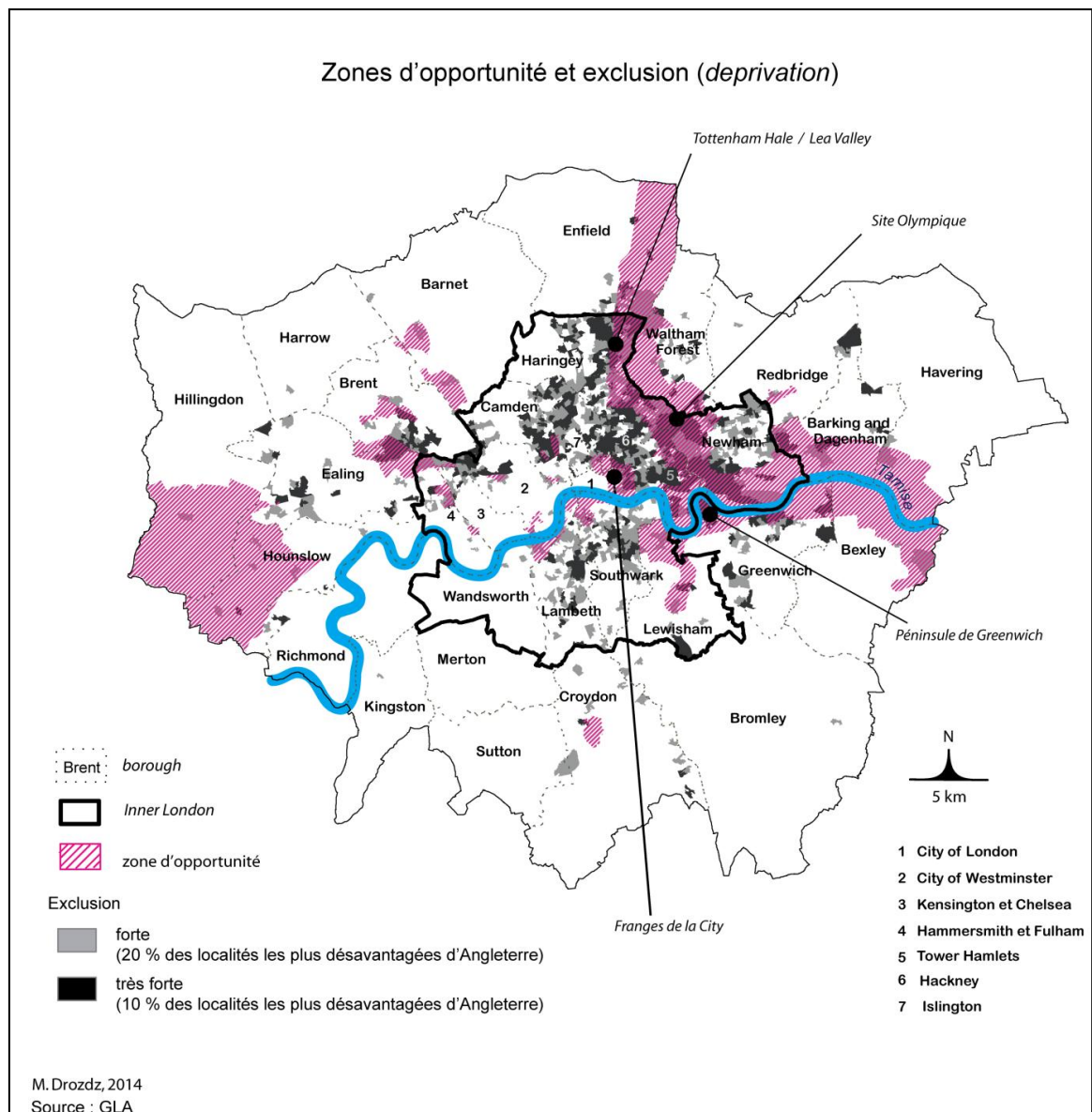
Pour autant, la notion d'intérêt général ne disparaît pas, ni dans les discours, ni dans les pratiques des aménageurs. Elle s'incarne au contraire dans l'émergence, à partir des années 2000, d'une figure hybride : l'administrateur entreprenant avec les acteurs privés et défenseur du bien commun dans la cité marchande(isée). Si la logique d'une régénération menée au coup par coup s'est maintenue depuis la décennie 1980, elle s'accompagne à partir de 2004 d'une politique volontariste d'initiatives métropolitaines et locales qui visent à étendre les territoires et faire varier les acteurs qui profitent de la manne du boom immobilier de 2002-2008.

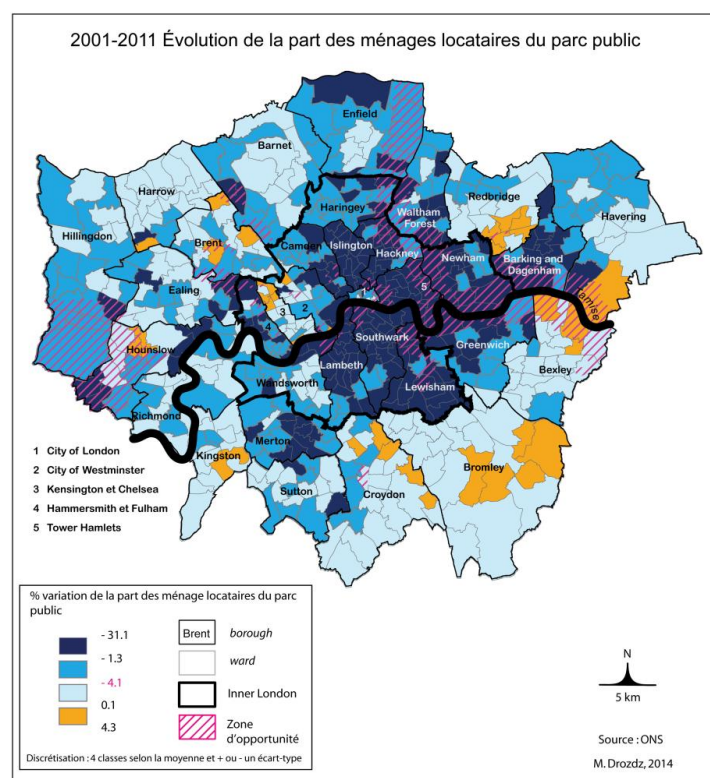
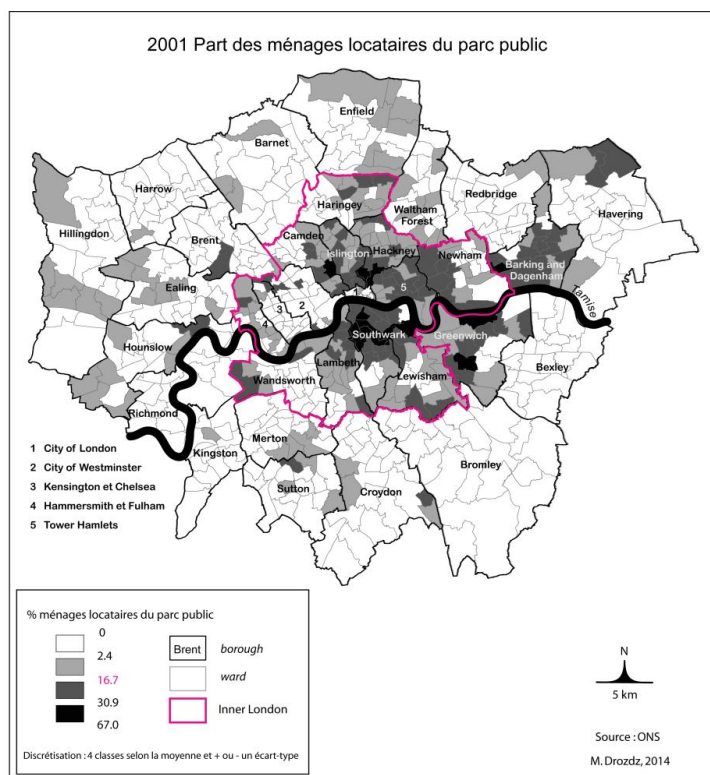
Ces actions sont intimement liées à des figures politiques charismatiques qui peuvent porter ce type de revendication, mais restent fragiles car elles dépendent de la conjoncture politique. Le Maire Livingstone a ainsi cherché à arrimer le développement social et économique des quartiers en marge et les programmes de rénovation urbaine à la croissance des marchés immobiliers, dans des périmètres de développement prioritaires, les zones d'opportunité. En amont, les concertations avec les acteurs privés ont permis de constituer un réseau de promoteurs prêts à investir selon les termes de la puissance publique et à bénéficier ainsi d'un accès privilégié au foncier possédé par le Grand Londres. En aval, les mécanismes de compensation permis par les pratiques de l'urbanisme "négocié" au Royaume-Uni ont garanti des canaux de redistribution en direction des quartiers défavorisés de l'*inner city* (nouvelles infrastructures sociales et de services, construction de logements vendus ou loués à des prix inférieurs aux prix du marché).

L'évaluation de la politique des zones d'opportunité

J'ai mené une évaluation des effets de la politique des zones d'opportunité dans le cadre d'un programme de recherche-action, à l'échelle des projets urbains et à l'échelle de la métropole. Il m'a permis de mettre en lumière les effets très différenciés de cette politique sur les espaces concernés. Même si certaines municipalités parviennent à capturer une partie de la plus-value foncière générée par la construction de grands projets de renouvellement urbain, elles se situent dans une position délicate pour parvenir à faire pression sur les acteurs immobiliers privés tout au long de la trajectoire de la plupart des projets. Cette situation se traduit *in fine* par une accélération de la privatisation du logement social et par une diminution du stock, plus marquée dans les espaces prioritaires de la régénération.

Les changements politiques de la fin des années 2000, l'arrivée au pouvoir d'un maire conservateur en 2008, B. Johnson, suivie par celle du premier ministre, D. Cameron, à la tête de l'État, entraînent une redéfinition des objectifs de cohésion socio-spatiale au profit du retour à une politique du "tout croissance" qui fragilise le consensus de cette Troisième voie du développement urbain. Elle se traduit spatialement par une réduction du périmètre des territoires de redistribution au profit de l'extension des territoires d'accumulation.





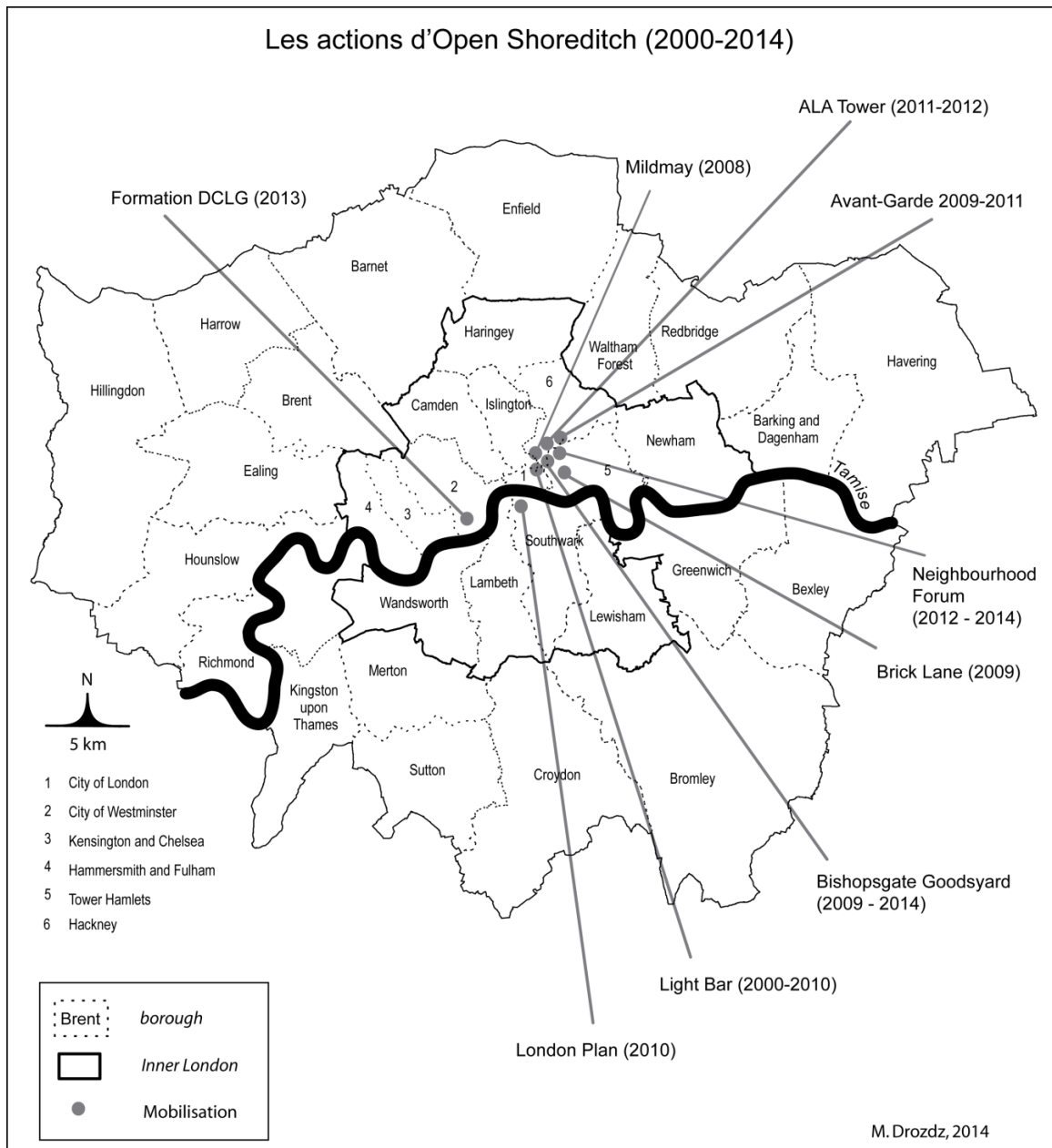
2.3 Une cartographie des controverses autour des grands projets urbains

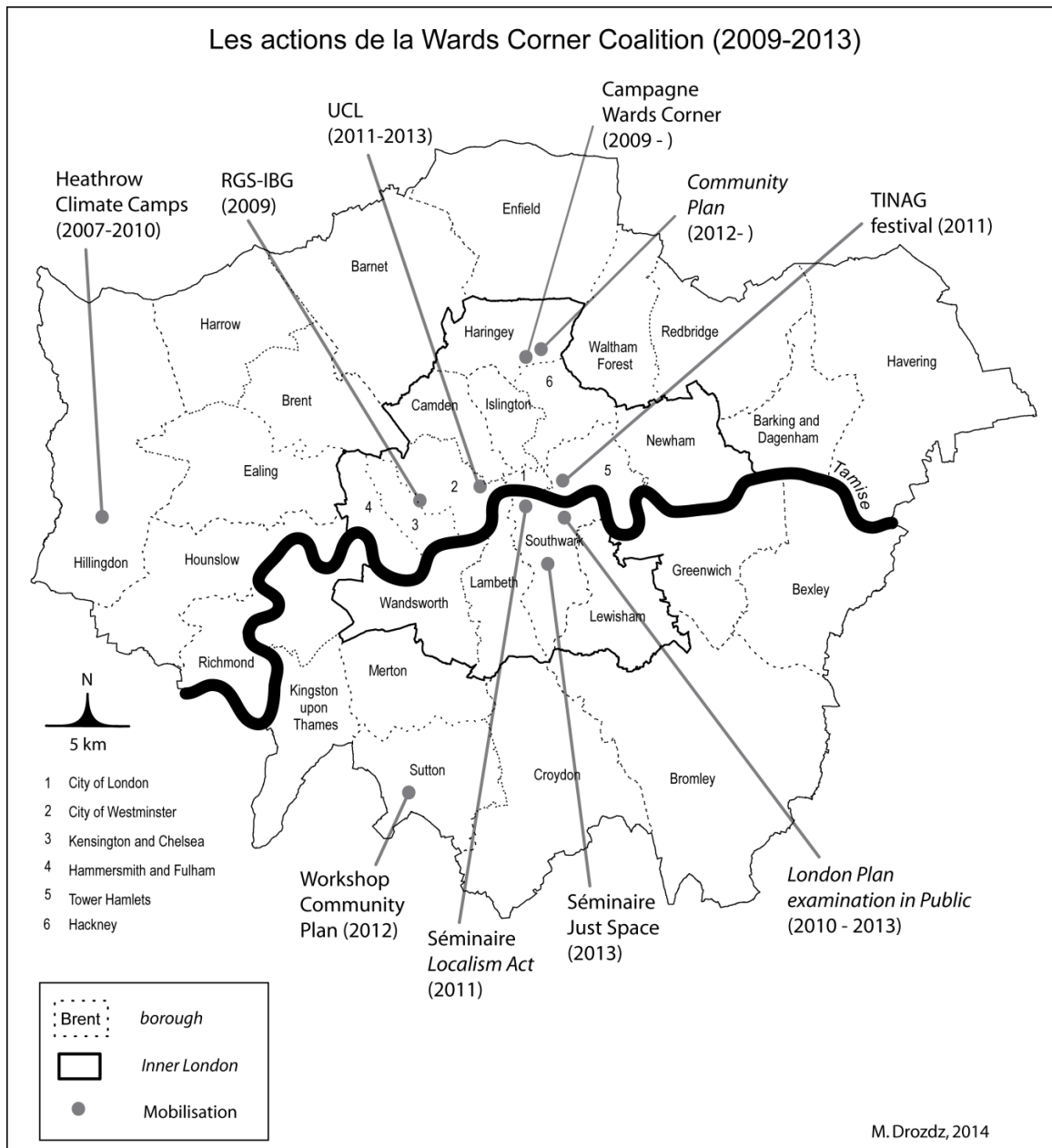
Face aux écueils de la politique des zones d'opportunité et aux difficultés de garantir une régénération à destination de l'ensemble des habitants, j'ai étudié les mobilisations associatives qui cherchent à contester les politiques publiques menées dans les quartiers d'*inner city*. Une enquête ethnographique de dix-huit mois, accompagnée d'un travail de recensement des conflits d'aménagement à partir de la presse locale (141 cas réunis sur la base d'un corpus de 900 articles pour la période 1998-2012) m'a permis de montrer que les spatialités des mobilisations reflètent la légitimité accordée par les pouvoirs publics aux associations dans les processus de consultation.

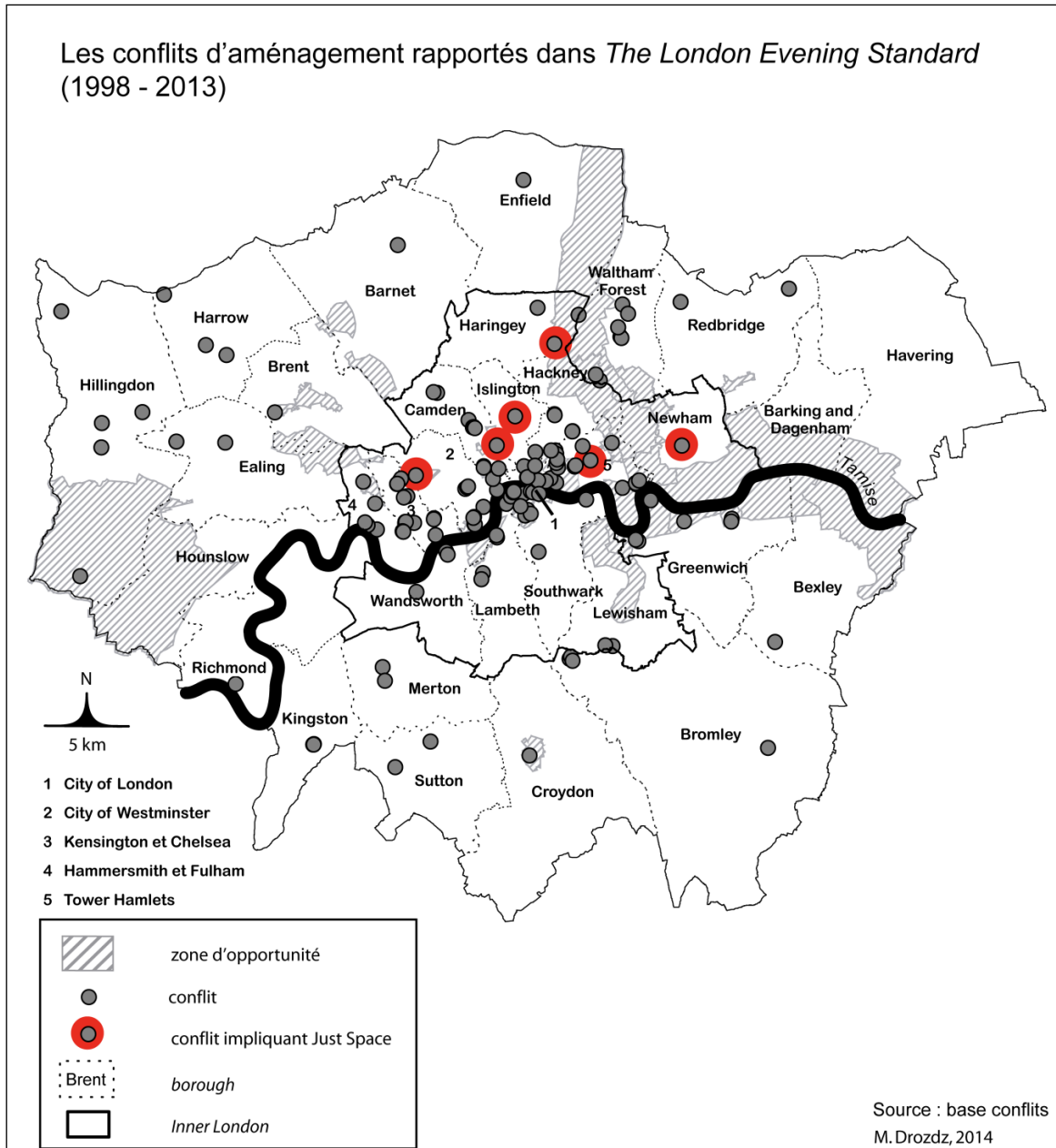
Les territoires de deux associations locales, Wards Corner Coalition et Open Shoreditch, et d'une fédération métropolitaine, Just Space, ont été reconstruits à partir d'une cartographie de leurs actions de mobilisation menées entre 2000 et 2014. Les cartes établies témoignent de spatialités fortement différenciées déterminées en partie par la perception du risque de délégitimation de la capacité des associations à prendre part aux concertations locales.

Open Shoreditch, association de propriétaires récemment installés dans les franges de la city mais reconnue par les pouvoirs locaux, a ainsi opté pour une stratégie de mobilisation centrée sur le périmètre du projet urbain, plus efficace pour influencer le projet au niveau local mais sans effet au niveau métropolitain. Au contraire, Wards Corner Coalition et Just Space, deux associations qui se sont vues refuser le droit de participer aux concertations locales, ont inscrit leurs actions dans un territoire de mobilisation qui dépasse de loin les limites du projet de régénération les affectant directement. Parvenues à obtenir des décisions de justice qui ont ralenti la progression des projets de régénération, leur déficit de légitimité au niveau local ne leur a cependant pas permis de prendre part aux négociations suivantes.

La comparaison de ces deux cas avec le reste du corpus de conflits indique que les cas d'extraversion restent minoritaires dans un paysage contestataire où les mobilisations centrées sur le territoire du projet demeurent la norme. Même si une telle restriction contraint la portée des revendications et s'avère souvent contre-productive pour influencer les modes de faire de la régénération, elle reste préférable aux yeux des groupes impliqués, en raison des risques de délégitimation encourus dès lors que les revendications semblent dépasser le périmètre du projet.







Références bibliographiques citées

- ALEXANDER A., 2009, *Britain's new towns: garden cities to sustainable communities*, Londres; New York, Routledge, 186 p.
- ALLMENDINGER P., 2011, *New Labour and planning: from New Right to New Left*, London; New York, Routledge.
- BUTLER T., ROBSON G., 2003, *London calling: the middle classes and the re-making of inner London*, Oxford, Berg, 248 p.
- CAMPKIN B., 2013, *Remaking London: decline and regeneration in urban culture*, Londres; New York, I.B. Tauris, 242 p.
- DEAKIN N., EDWARDS J., 1993, *The Enterprise culture and the inner city*, Londres; New York, Routledge, 288 p.
- HAMNETT C., 1995, « Les changements socio-économiques à Londres. Croissance des catégories tertiaires qualifiées ou polarisation ? », *Sociétés contemporaines*, 22, 1, p. 15-32.
- HALL S.M., 2013, « Super-diverse street: a 'trans-ethnography' across migrant localities », *Ethnic and Racial Studies*, 0, 0, p. 1-14.
- IMRIE R., THOMAS H., 1999, *British urban policy an evaluation of the urban development corporations*, London; Thousand Oaks, Calif., Sage, 296 p.
- PECK J., TICKELL A., 2002, « Neoliberalizing Space », *Antipode*, 34, 3, p. 380-404.
- PINSON G., 2009, *Gouverner la ville par projet. Urbanisme et gouvernance des villes européennes*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques (Gouvernances), 420 p.
- RIPOLL F., 2008, « S'approprier l'espace...ou contester son appropriation? Une vue des mouvements sociaux contemporains », *Noréis. Environnement, aménagement, société*, 195, 1, p. 29-42.
- SASSEN S., 1991, *The global city*. New York, London, Tokyo, Princeton, Princeton University Press, 397 p.
- VERTOVEC S., 2007, « Super-diversity and its implications », *Ethnic and Racial Studies*, 30, 6, p. 1024-1054.